Burundi : Vague d'arrestations dans un fief de l'opposition

@rib News,Â 29/10/2019Â â€“ Source AFP Une vingtaine de responsables locaux du Conseil national pour la libertÃ© (CNL) un des principaux partis d'opposition du Burundi, ont Ã©tÃ© arrÃªtÃ©s depuis vendredi pour tentative d'assassinat, a dÃ©clarÃ© mardi le parti Ã l'AFP.

Jeudi soir, un administrateur local dans les collines surplombant l'est de Bujumbura avait Ã©tÃ© blessÃ© par balle dans le dos par un agresseur non identifiÃ© qui Ã©tait parvenu Ã prendre la fuite, selon une source administrative ayant requis l'anonymat et des habitants des environs. "Vendredi, 16 cadres locaux du parti, dont Sinzirwanumwe, membre du bureau politique du CNL et son fils collÃ©gien, JuvÃ©nal Nzopfabarushe, prÃ©sident du CNL dans la commune de Kanyosha et Philbert Mbonihankuye qui dirige le CNL sur la colline de Muyira, ont Ã©tÃ© arrÃªtÃ©s pour tentative d'assassinat", a dit Ã l'AFP le reprÃ©sentant du CNL Ã l'international, AimÃ© Magera, qui vit en exil en Belgique. "Samedi, trois autres responsables locaux du CNL ont Ã©tÃ© arrÃªtÃ©s pour le mÃªme motif, avant que les 19 ne soient inculpÃ©s pour tentative d'assassinat et Ã©crouÃ©s Ã la prison de Mpimba dimanche", a-t-il poursuivi. Quatre autres responsables ont selon lui Ã©tÃ© apprÃ©hendÃ©s Ã leur tour dimanche. Selon des tÃ©moins sur place, toutes ces arrestations ont Ã©tÃ© rÃ©alisÃ©es par des du trÃ¨s redoutÃ© Service national de renseignements (SNR) qui dÃ©pend directement du prÃ©sident Pierre Nkurunziza et des Imbonerakure, la ligue des jeunes du parti au pouvoir que l'ONU qualifie de milice. Ces arrestations ont Ã©tÃ© confirmÃ©es Ã la presse locale par la gouverneure de la province de Bujumbura rural (ouest) Nadine Gacuti, qui s'est voulue rassurante: "c'est un simple travail de recherche de suspects et non une purge, nous demandons Ã la population de rester sereine". Mais pour le responsable du CNL, "c'est clair, le pouvoir en profite pour purger la rÃ©gion de tous les dirigeants locaux du CNL car Bujumbura rural est notre fief historique", Ã sept mois des Ã©lections gÃ©nÃ©rales dans le pays. Depuis plusieurs jours, le parti de l'ancien chef rebelle et ancien candidat Ã la prÃ©sidentielle Agathon Rwasa dÃ©nonce une recrudescence de violences Ã son Ã©gard - destruction de permanences locales, passages Ã tabac collectifs, arrestations arbitraires et assassinats - aprÃ¨s une pÃ©riode d'accalmie consÃ©cutive Ã un appel Ã la tolÃ©rance lancÃ© par le parti au pouvoir il y a plus d'un mois. Des Ã©lections gÃ©nÃ©rales sont prÃ©vues en mai 2020 au Burundi. Le prÃ©sident Nkurunziza a indiquÃ© qu'il ne se reprÃ©senterait pas. Le Burundi est en crise depuis que ce dernier avait annoncÃ© en avril 2015 sa candidature Ã un troisiÃ¨me mandat controversÃ©. Il avait Ã©tÃ© rÃ©Ã©lu en juillet de la mÃªme annÃ©e. Les violences et la rÃ©pression qui ont accompagnÃ© la crise auraient fait au moins 1.200 morts et dÃ©placÃ© plus de 400.000 personnes entre avril 2015 et mai 2017, selon les estimations de la Cour pÃ©nale internationale, qui a ouvert une enquÃªte.

Â

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});